

ASSEMBLÉE NATIONALE
Trente-quatrième Législature, troisième session

1994, chapitre 56
LOI CONCERNANT LA VILLE DE LAVAL

Projet de loi 296

présenté par M. Jean A. Joly, député de Fabre

Présenté le 16 juin 1994

Principe adopté le 17 juin 1994

Adopté le 17 juin 1994

Sanctionné le 17 juin 1994

Entrée en vigueur: le 17 juin 1994

Loi modifiée: Aucune





CHAPITRE 56

Loi concernant la Ville de Laval

[Sanctionnée le 17 juin 1994]

Préambule **ATTENDU** que la Ville de Laval a intérêt à ce que certains pouvoirs lui soient accordés;

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

Constitution d'une compagnie **1.** La Ville de Laval peut agir comme fondateur d'une compagnie en vertu de l'article 123.9 de la Loi sur les compagnies (L.R.Q., chapitre C-38). Les statuts de constitution de cette compagnie ainsi que, le cas échéant, ses statuts de modification doivent être présentés pour approbation au ministre des Affaires municipales; une fois approuvés, leur dépôt auprès de l'inspecteur général en vertu des articles 123.11 ou 123.104 de cette loi est effectué par le ministre.

Activités Les activités de la compagnie visée au premier alinéa se limitent à l'exploitation de la concession mentionnée à l'article 3. Le conseil d'administration doit, en tout temps, être majoritairement formé de membres du conseil de la Ville de Laval, et ces derniers sont seuls habiles à en occuper la présidence. Celle-ci peut détenir des actions de cette compagnie; elle doit, en tout temps, en détenir la majorité des actions comportant droit de vote.

Restriction Cette compagnie ne peut procéder à un appel public à l'épargne.

Approbation des règlements **2.** Tout règlement que la compagnie visée à l'article 1 adopte en vertu des articles 91, 92 ou 93 de la Loi sur les compagnies, ainsi que toute convention d'actionnaires de cette compagnie, doivent être approuvés par le ministre des Affaires municipales.

Concession par la ville	3. La ville peut, avec l'autorisation du ministre des Affaires municipales, accorder à la compagnie visée à l'article 1 une concession, dont la durée ne peut excéder 10 ans, relative à l'exercice de tout ou partie de sa compétence en matière de gestion des déchets.
Tarifs	Les tarifs exigés par le concessionnaire doivent être approuvés par la ville.
Estimation des coûts	4. La compagnie doit, avant le 1 ^{er} octobre de chaque année, transmettre à la ville une estimation des coûts reliés à l'exploitation de la concession.
Transmission des données financières	Pour chacune des cinq années financières suivant celle de sa constitution, la compagnie doit également, en temps utile, transmettre au ministre des Affaires municipales ses prévisions budgétaires, ses états financiers ainsi que tout autre document relatif à sa situation financière demandé par le ministre.
Conflit d'intérêts	5. Est inhabile à exercer la fonction de membre du conseil de toute municipalité le membre du conseil de la ville qui, pendant la durée de son mandat de membre de ce conseil, acquiert ou possède, directement ou indirectement, des actions émises par la compagnie visée à l'article 1 ou par une de ses filiales ou a un intérêt direct ou indirect dans un contrat avec l'une de ces compagnies.
Durée de l'inhabilité	L'inhabilité subsiste jusqu'à l'expiration d'une période de cinq ans après le jour où le jugement qui déclare la personne inhabile est passé en force de chose jugée.
Déclaration de l'inhabilité	L'inhabilité peut être déclarée au moyen de l'action en déclaration d'inhabilité prévue par les articles 308 à 312 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (L.R.Q., chapitre E-2.2).
Disposition non applicable	6. L'article 5 ne s'applique pas dans les cas énumérés aux paragraphes 1 ^o et 2.1 ^o à 9 ^o de l'article 305 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités.
Conflit d'intérêts	7. Toute personne qui, directement ou indirectement, acquiert ou possède des actions émises par la compagnie visée à l'article 1 ou par l'une de ses filiales ou a un intérêt direct ou indirect dans un contrat avec l'une de ces compagnies est inhabile à occuper, au sein de la ville, une charge de fonctionnaire ou d'employé autre que celles de salarié au sens du Code du travail (L.R.Q., chapitre C-27).
Personne morale	8. La compagnie visée à l'article 1 est réputée être une personne morale de droit privé.

Disposition
applicable

Malgré l'article 142 de la Loi sur l'application de la réforme du Code civil (1992, chapitre 57), le deuxième alinéa de l'article 2847 du Code civil du Québec s'applique à la présomption édictée par le premier alinéa.

Assurance-
responsabi-
lité

9. La compagnie doit souscrire et maintenir en vigueur une assurance couvrant la responsabilité de ses administrateurs et autres représentants.

Restriction
à l'acqui-
sition d'actions

10. La compagnie ne peut acquérir des actions d'une autre compagnie ou prendre une participation dans une société que si les activités de cette compagnie ou de cette société sont limitées à la gestion des déchets ou à un domaine complémentaire. Une telle acquisition ou prise de participation ne peut être faite qu'avec l'autorisation de la ville.

Acquisition
d'immeubles

11. Aux fins de la présente loi, la ville peut acquérir, de gré à gré ou par expropriation, des immeubles en vue de les céder ou de les louer au concessionnaire.

Effet
d'exception

12. La présente loi s'applique malgré la Loi sur l'interdiction de subventions municipales (L.R.Q., chapitre I-15).

Dispositions
non applica-
bles

13. Les articles 29.3, 573 et 573.1 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) ne s'appliquent pas au contrat de concession visé à l'article 3.

Entrée en
vigueur

14. La présente loi entre en vigueur le 17 juin 1994.